

nvo

nvo.fr

LE JOURNAL DE LA CGT
JANVIER 2017

FN Populisme et imposture

ENQUÊTE



la
cgt

enquête

À la veille des élections présidentielle et législatives, Marine Le Pen peaufine son image sociale et de «porte-parole» des «laissés-pour-compte». Pour le mouvement syndical, il s'agit à la fois de dénoncer le poison de l'exclusion et du rejet de l'étranger, et d'éclairer les dangers de l'imposture sociale du FN.

**FN : POPULISME
ET IMPOSTURE
SOCIALE**



A

utriche, Pologne, République tchèque, Danemark, Norvège...

Des résultats électoraux aux participations à certains gouvernements, des thèses ultranationalistes, xénophobes, racistes et islamophobes au nom de la « civilisation européenne » à l'effondrement des libertés à l'encontre de sociétés tout entières : c'est peu dire que les extrêmes droites marquent des points dans une Europe gravement affectée par les effets des politiques austéritaires et par les angoisses identitaires.

En France, à l'issue du Brexit britannique puis de la victoire de Donald Trump à la présidentielle des États-Unis, Marine Le Pen s'est sentie pousser des ailes pour la présidentielle et les législatives du printemps prochain. De fait, après ses 18 % des suffrages exprimés au premier tour de la présidentielle de 2012, puis la victoire du FN ou de ses alliés dans une dizaine de mairies, le FN a recueilli plus de 28 % des suffrages exprimés au premier tour des régionales de 2015, marquées par un fort taux d'abstention, et est arrivé en tête dans six régions. Il poursuit sa progression parmi les plus précaires, ouvriers, employés, habitants des zones rurales périurbaines, mais son audience croît aussi parmi les femmes, parmi les fonctionnaires et dans des catégories professionnelles histori-

quement plus réticentes, comme les enseignants... La poursuite et même l'intensification, ces dernières années, des mêmes politiques économiques et sociales permettront-elles au Front national de continuer à engranger les fruits électoraux de la colère populaire ?

Une question de valeurs, mais pas seulement

Comment ne pas s'inquiéter de cet enracinement, dans les urnes et, au-delà, dans l'audience des thèses de l'extrême droite ?

La solidarité est au fondement du syndicalisme et en particulier de la CGT. La lutte contre l'extrême droite, ses thèses d'exclusion et donc de division de la société, est une constante de son histoire. Refuser tout racisme, toute xénophobie, tout rejet de l'Autre, de l'immigré, s'avère de plus en plus indispensable. Mais cela ne suffit plus aujourd'hui à convaincre ceux qui, se sentant légitimement les perdants des politiques économiques, croient que le changement radical que le FN leur promet pourrait être essayé.

Aussi, autant il apparaît urgent de revivifier des valeurs citoyennes si mises à mal aujourd'hui, autant il semble tout aussi indispensable d'éclairer l'imposture sociale du programme lepéniste.

Le terreau de l'extrême droite : les politiques d'austérité...

Depuis son accession à la tête du FN, Marine Le Pen ne cesse d'évoquer sa nécessaire « dédramatisation » dans une optique de conquête du pouvoir. Elle a été jusqu'à en exclure son père, par tribunal interposé.

Se présentant comme un parti « anti-système », l'héritière de la dynastie Le Pen se revendique d'abord porte-parole des laissés-pour-compte. Aussi, à l'ultralibéralisme du père plaçant le réaganisme et le thatchérisme dans les années 1980, la fille oppose ce qu'elle qualifie de programme social. Elle conserve cependant la même colonne vertébrale qui fait la continuité du FN : une attaque frontale contre l'immigration, accusée d'être l'origine des maux de notre société, avec des travailleurs migrants présentés à la fois comme concurrents économiques, capteurs d'allocations indues, et comme une menace pour la civilisation et l'identité de la nation. Elle plaide dans la même veine le refus de l'Union européenne au nom de la souveraineté nationale.

Le contexte se prête à ce discours.

D'abord, au plan économique. La mondialisation actuelle, loin d'être celle des coopérations, développe au contraire une concurrence mondialisée entre les salariés et entre les peuples, pour conforter un dumping social, fiscal et environnemental dont profitent les tenants du CAC 40 et les bénéficiaires des paradis fiscaux. Les gouvernements successifs, en France comme dans la majorité des pays européens, ont poursuivi et intensifié les mêmes politiques d'austérité, de remise en cause des systèmes de protection sociale et des droits sociaux, plus encore depuis la crise de 2008, au nom d'une compétitivité dont la clé serait la baisse continue du « coût du travail ». Le chômage de masse, la précarisation et l'ubérisation du travail – présentée comme le summum de

Désertification industrielle, absence de services publics... l'extrême droite prospère sur ce terreau de désespérance.



l'indépendance – brisent le quotidien et les espoirs de centaines de milliers de familles. Les menaces de déclassement, dans des régions de désindustrialisation massive et de disparition des services publics, pèsent tout autant. Le sentiment d'abandon progresse, face au mépris d'un patronat et de responsables politiques selon lesquels il n'existerait pas d'alternative.

Les promesses de changement de l'actuel locataire de l'Élysée, elles, se sont très vite muées en leur contraire et en accélération des politiques rejetées par la majorité des salariés et des citoyens. Et l'ancien premier ministre de Nicolas Sarkozy, François Fillon, qui a remporté la primaire à droite, a choisi de surenchérir, qu'il s'agisse des services publics, des fonctionnaires, de la Sécurité sociale versus assurances privées, du temps de travail, ou encore du droit du travail... Rien donc qui soit susceptible de mobiliser l'espoir.

... et les peurs identitaires

L'audience frontiste progresse, ensuite, du fait de l'aiguïssement des angoisses et des peurs. Les terroristes qui ont semé la mort en France prétendent au nom de l'islam, comme ils la répandent régulièrement au sud de la Méditerranée, ont largement contribué à les alimenter, à ériger les murs de la suspicion, à laisser craindre, en contradiction avec les faits, que derrière tout migrant se cache un terroriste potentiel.

Mais ces angoisses se nourrissent aussi des discours répétés ici *ad nauseam* par des compétiteurs politiques ou médiatiques quant à une



ANDRÉA & MAGDA

«*identité nationale*» menacée et un «*état de guerre*» que certains se plaisent à prétendre civilisationnelle. François Fillon en est même à oublier le sens de la laïcité pour évoquer «*les racines chrétiennes de la France*» et s'en revendiquer. Les peurs, les haines ou les refus de l'Autre s'étoffent à chaque refus de maires d'accueillir décemment des réfugiés. Ou lorsqu'un premier ministre, devenu candidat à la candidature présidentielle, assure que les Roms n'ont pas vocation à vivre en France (contrairement aux autres Européens) et continue d'affirmer que «*nous ne pouvons accueillir plus de réfugiés en Europe*»...

IVG, Marion contre Marine, vraiment ?

Interrogée dans les colonnes de *Causeur* sur les échanges peu amènes entre sa nièce, Marion Maréchal Le Pen, qui prône le déremboursement au moins partiel de l'IVG, et son fidèle second, Florient Philippot, qui ne veut plus de cette proposition issue du précédent programme lepéniste, Marine Le Pen avoue : «*Nous ne sommes plus en 2012 ! À l'époque, je venais d'être élue à la tête du Front national, après quarante ans de présidence de Jean-Marie Le Pen [...] un tiers du FN avait néanmoins voté pour Bruno Gollnisch. C'est pourquoi j'avais démarré ma campagne présidentielle en me tournant vers le Front national, dans une démarche de légitimité dans le mouvement qui venait de m'élire. C'est dans ce contexte que j'ai proposé de dérembourser certaines IVG [...] mais j'ai vite réalisé que cette proposition créait de l'incompréhension et une grande inquiétude chez les femmes [...] J'ai donc décidé de renoncer à cette mesure anxieuse.*» De là à en conclure que les propositions du FN évolueraient en fonction des perspectives électorales...

Comment l'extrême droite n'exploiterait-elle pas un contexte aussi délétère ?

Ainsi, retardant jusqu'aux 4 et 5 février la présentation de son programme électoral, Marine Le Pen a su, lors de ses vœux à la presse, mercredi 4 janvier, prôner tout à la fois la défense de «*l'identité nationale*» et «*l'amour de notre pays, l'amour de notre peuple*», et évoquer la «*souffrance*» de ce peuple, «*ses angoisses*», et «*le sentiment*», (en l'occurrence des Ultramarins) «*d'être oubliés, abandonnés par les politiques et par l'État français*». Le FN en serait-il vraiment le défenseur ?

Grand écart et imposture sociale

Se présenter comme le porte-parole des laissés-pour-compte relève pour le FN du tour de passe-passe. D'abord, parce que les carences démocratiques de ces dernières années (usage et abus du 49.3 contre les choix de la majorité, encadrement policier des manifestations menacées d'interdiction et restriction des libertés, en particulier syndicales...) appellent d'abord à plus de débat, plus de participation populaire à tous les niveaux de la vie citoyenne, locale, nationale, dans l'entreprise... Très loin de ce que propose le FN. Marine Le Pen veut maintenir l'article 49.3 de la Constitution et n'hésite pas à présenter le référendum, c'est-à-dire le choix entre un «*tout oui*» ou un «*tout non*», comme le nec plus ultra de la démocratie. Quant aux laissés-pour-compte, elle préfère parler en leur nom, au nom du peuple. C'est-à-dire à sa place. C'est du reste le fondement même du populisme (que Pierre Rosanvallon, dans un entretien à *L'Obs*, qualifie d'«*ombre noire des dysfonctionnements démocratiques*»).

Tour de passe-passe aussi lorsqu'elle prétend défendre un programme social. D'abord, parce que Marine Le Pen assure dans le même temps représenter ces laissés-pour-compte de la mondialisation et parler au nom de tous les Français. C'est-à-dire ceux des campagnes désertées par les services publics, ou bien les patrons «*héroïques*» des PME, mais également les tenants des grandes entreprises et autres bénéficiaires des stock-options.

À cette aune, on comprend qu'à côté des discours médiatisés de ses lieutenants sur le social, Bernard Monot et Jean-Richard Sulzer, stratèges du «*Comité d'action programmatique*» en charge des questions économiques pour la campagne FN à la présidentielle, cherchent quant à eux à séduire tout ou partie du patronat. Notamment en proposant une réforme fiscale visant à réduire l'impôt (et donc les budgets publics), en particulier sur les entreprises et sociétés, avec un Etat fort, mais «*pas intrusif*»...

De l'art du grand écart, donc. D'un côté le FN en appelle à la fin de l'austérité, de l'autre il plaide pour une plus grande rigueur budgétaire, évoquant même (dans le programme de 2012) l'éradication du déficit public. D'un côté, il revendique plus de services publics de proximité et de qualité, de l'autre il souhaite réduire les dotations aux collectivités territoriales. Mêmes zigzags d'une année sur l'autre sur l'âge de départ à la retraite...

Déjà, lors des régionales s'opposaient les discours sociaux de candidats visant des popula-

tions déclassées ou vivant dans des régions sinistrées (au Nord, notamment...), et ceux de leurs collègues vantant, plus au Sud, les mérites de l'ultralibéralisme ou dénonçant la « *spoliation fiscale des entrepreneurs* »... La même contradiction est apparue lors de la mobilisation contre la loi « travail ». D'un côté, des responsables FN à l'unisson de la population réclamant majoritairement le retrait de la loi. De l'autre, des organisations frontistes (comme celle des jeunes entrepreneurs) et des députés FN tenant un discours bien différent. Et, surtout, des appels à dissoudre des organisations appelant à manifester et accusées de violence. Atavisme, quand tu nous tiens...

Illusion nationale et poison de l'exclusion

Tour de passe-passe, de même, lorsque le FN préfère accuser les travailleurs migrants et leurs familles plutôt que les véritables responsables et profiteurs de la crise. Les premiers devenant bouches émissaires, les seconds sont dédouanés. Les études montrent pourtant que, si le patronat souhaite exploiter la fragilité des travailleurs sans papiers, les travailleurs immigrés paient bien plus d'impôts et de cotisations qu'ils ne reçoivent, qu'ils contribuent tant aux budgets publics qu'à l'économie nationale et que c'est la situation de non-droits, de fragilisation de travailleurs sans papiers, qui génère surexploitation et dumping. Mais la solidarité des travailleurs n'est pas une valeur frontiste.

Grand écart, et imposture sociale donc. Car la défense d'un capitalisme national se fait d'abord au détriment de ces couches populaires que le FN prétend défendre. Il n'hésite pas à emprunter à la gauche ses figures historiques, comme Jaurès. Il n'hésite pas à distribuer des tracts reprenant quasiment mot pour mot des constats et des propositions des organisations syndicales, jusqu'à celles de la CGT, comme il l'a fait récemment dans plusieurs hôpitaux en grève. Avec une nuance de taille : le FN demande, lui, la suppression de la CMU en rendant dès lors les plus fragiles responsables des déficits. En outre, le FN plaide l'économie de marché et vante les bienfaits de la concurrence...

Quant au protectionnisme et à la proposition phare de sortie de l'euro, là encore les salariés et les consommateurs trinqueraient. Car la « *dévaluation compétitive* » promise au nouveau nouveau franc succédant à l'euro générerait mécaniquement une augmentation proportionnelle des prix de nos importations, au détriment à la fois du pouvoir d'achat des consommateurs, et des entreprises. Quant à l'augmentation des



Peur sur la ville, version Robert Ménard. Affiches placardées à Béziers en octobre 2016.

droits de douane aux importations au nom du protectionnisme, elle aurait en outre l'inconvénient de provoquer une riposte sur nos exportations... En clair, pouvoir d'achat des salariés et emploi seraient d'autant plus menacés. Pour autant, Marine Le Pen, voulant se démarquer, préfère ce discours aux faux-semblants alléchants pour ceux qui souffrent des politiques d'austérité de l'Union européenne et de la majorité de ses États membres, plutôt qu'une véritable transformation de l'UE.

Or, les économies sont de plus en plus interdépendantes, nombre de dossiers (des droits des salariés aux urgences écologiques) nécessitent de vraies coopérations. Aussi, ce n'est pas de retraits de l'UE dont les peuples ont d'abord besoin mais bien au contraire de démocratisation de ses institutions et de ses modes de décisions, et de changement de cap économique.

Pour une vraie alternative économique et sociale, solidaire

Contre l'illusion dangereuse d'un homme ou d'une femme providentielle qui, chassant l'Autre, l'immigré, l'étranger, redonnerait aux laissés-pour-compte nationaux une solution économique et la fierté d'un pays retrouvant sa grandeur d'antan, il s'avère donc urgent de défaire l'imposture sociale du FN et de mettre en lumière les dangers que les politiques d'exclusion représentent pour la cohésion de notre société.

Mais être audibles suppose aussi de redonner de l'espoir en crédibilisant une vraie alternative aux politiques économiques et sociales actuelles et en revivifiant la démocratie. C'est ce que font ensemble les organisations syndicales qui mènent campagne contre le FN (voir notre entretien avec Pascal Debay, page 14), mais également proposent de revaloriser le travail, de mettre au centre de la campagne la relance économique et la reconquête de l'industrie, et les préoccupations des salariés, qu'il s'agisse d'emploi, de rémunération, de qualification, de temps de travail... L'oublier, comme le font une part des candidats, c'est jouer dangereusement aux apprentis sorciers.

Isabelle Avran

Quand l'argent n'a pas d'odeur

On connaissait les relations sulfureuses du Front national avec des partis d'extrême droite européens. L'argent de la campagne ne sent pas moins le souffre : enquêtes sur des financements de collaborateurs d'élus européens, prêts russes (et soutien politique à Vladimir Poutine, notamment en Syrie), prêts, à hauteur de six millions d'euros, du microparti fondé spécialement par Jean-Marie Le Pen. Dont la fille, pourtant, prétend se démarquer...

Quelques lectures

La littérature sur le FN, son évolution, son électorat, sur les extrêmes droites française et européennes... est abondante. La NVO vous en a déjà fait part et vous propose une bibliographie détaillée sur son site. Plusieurs ouvrages sont aussi sortis récemment permettant de mieux connaître l'histoire mais aussi la stratégie du FN et ses ambitions programmatiques. Des lectures utiles pour mieux le combattre, et combattre ses thèses dont d'autres responsables politiques n'hésitent pas à s'inspirer, croyant ainsi séduire quelques-uns des électeurs frontistes.

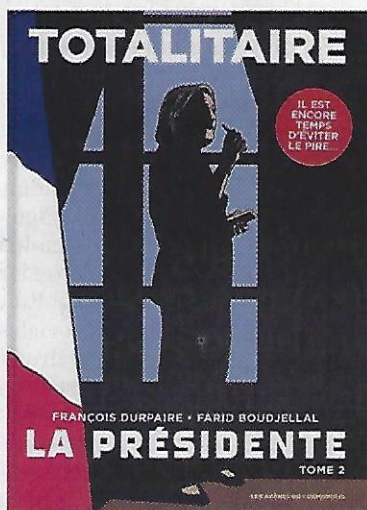
BANDE DESSINÉE

Science-fiction civique

Une uchronie n'est jamais aussi percutante que lorsqu'elle s'appuie sur une réalité inquiétante, telle que la montée de l'extrême droite en France. François Durpaire, historien et universitaire, et Farid Boudjellal, auteur et dessinateur de BD, se sont entourés de spécialistes pour signer les deux tomes de *La présidente*, qui imagine la victoire de Marine Le Pen aux élections présidentielle et législatives de 2017, l'application de la politique du Front national et ses effets sur une famille.

Le tome 1 rappelle comment est né le FN, conte l'installation au pouvoir de Marine Le Pen, le choix de son gouvernement et les débuts de sa présidence: expulsion des «clandestins», création d'une garde nationale, réécriture du «roman national» à l'école, destruction du service public et élargissement de la surveillance numérique des citoyens, etc.

Totalitaire, le second volume, débute en 2021. Le contexte international s'est encore droitisé avec l'influence grandissante de Poutine, l'élection de Trump, puis celle de Boris Johnson en Grande-Bretagne, l'éviction d'Angela Merkel au profit de la candidate de droite radicale Frauke Petry. Mais un



sondage en vue de la présidentielle est défavorable à Marine Le Pen. Les opposants sont fichés, harcelés, expulsés, emprisonnés, comme dans une concrétisation du 1984 de George Orwell: la mise en place d'une dictature 2.0, lorsqu'un coup de théâtre à l'Élysée déborde la présidente sur sa droite, où sa nièce Marion Maréchal-Le Pen attend son heure...

Dee Brooks

La présidente et Totalitaire, éd. Les arènes BD/Demopolis, le tome 20 €.

POLAR

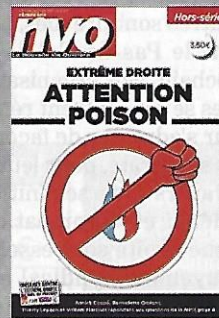
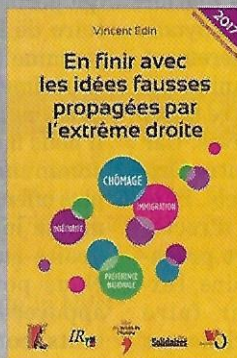
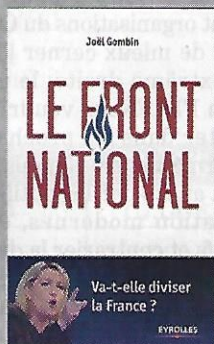
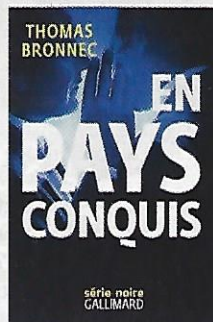
Rassemblement malodorant

Dimanche 18 juin 2017, au soir des résultats aux élections législatives, aucune majorité ne se dégage à l'Assemblée nationale. Alors que le président de la République socialiste vient d'être réélu de justesse face à la candidate d'extrême droite du Rassemblement national, les meilleurs scores aux législatives reviennent à la candidate de droite Hélène Cassard. Nommée Première ministre, elle doit faire alliance avec l'extrême droite pour gouverner.

Le scénario imaginé par Thomas Bronnec ne manque pas de piquant. Outre qu'il scrute finement les compromissions des uns et des autres, il met en scène un homme de l'ombre des plus sulfureux, François Belmont, conseiller et argentier de la campagne d'Hélène Cassard, qui est à la manœuvre pour faire fructifier le Rassemblement national. Tout ça se finira par un référendum sur l'adhésion ou non à l'Union européenne. Autant dire que ce roman se révèle être une très bonne Série noire, pas si éloignée de la réalité.

Amélie Meffre

En pays conquis, de Thomas Bronnec. Série noire/Gallimard, 240 pages, 16 €.



Pour aller plus loin, on lira les analyses de VISA <http://www.visa-isa.org/> et le numéro spécial de la NVO: Extrême droite, attention poison (février 2014, 3,50 €).

Un engagement syndical unitaire

Les organisations syndicales qui mènent campagne ensemble depuis trois ans contre l'extrême droite poursuivent leur action. Entretien avec Pascal Debay, responsable du collectif confédéral CGT de lutte contre l'extrême droite.



DANIEL MALINOURY

Plusieurs organisations syndicales, CGT, FSU, Sud-Solidaires, et organisations de jeunes mènent ensemble depuis maintenant trois ans une campagne contre l'extrême droite, ses thèses, ses pratiques. Quel en est le bilan ?

L'un des éléments importants de notre bilan, c'est que nous continuons à travailler ensemble, qu'il s'agisse de rencontres, débats, observatoires des pratiques du FN, productions d'analyses, de documents, d'argumentaires... C'est dire l'importance que représente ce travail face à une menace très lourde, en France, comme en Europe, où l'extrême droite s'installe dans le paysage. Bien entendu, cette année électorale revêt des enjeux particuliers. Mais notre campagne s'inscrit dans la durée, et se poursuivra après le printemps, quels que soient les résultats des urnes. Concrètement, des journées d'études ont eu lieu dans une trentaine de départements, d'autres sont en projet. Après nos initiatives nationales en 2015 dans des villes gérées par l'extrême droite (Béziers, Hayange...), puis dans le Vaucluse le 15 décembre dernier, d'autres sont prévues, par exemple dans le Pas-de-Calais en février prochain. Nos organisations syndicales se rencontrent régulièrement pour s'adresser de façon unitaire à nos syndicats, pour leur être utiles à travers diverses initiatives. Car le débat et le combat contre l'extrême droite sont essentiels. Et le mouvement syndical est directement interpellé pour faire prévaloir la solidarité sur la haine, l'exclusion, le rejet, pour faire prévaloir le partage des richesses sur la division des salariés en fonc-

tion de leur origine, ou encore pour défendre les libertés...

Le FN prétend s'adresser aux plus précaires, aux « laissés-pour-compte ». Cela renforce-t-il le rôle des organisations syndicales ?

L'audience du FN est plus grande chez ceux qui ont le plus de difficultés économiques, sont les moins qualifiés, subissent le plus l'absence de services publics de proximité... Mais toutes les catégories sociales sont concernées. L'extrême droite récupère nos thèmes, détourne nos propos, pour développer en fait des propositions d'exclusion, de division, de racisme... Il nous appartient d'éclairer sur les dangers du programme du FN à partir de nos valeurs, et également de nos repères revendicatifs.

Comment les militants de la CGT s'engagent-ils dans ce combat ?

Mener ce débat, ce combat, n'est pas toujours facile pour les militants, on le sait. Mais nous avons développé des outils importants. Ainsi du collectif confédéral de lutte contre l'extrême droite, et des multiples initiatives organisées dans les régions... Nous avons mis en place un module de formation suivi par quelque cent organisations du CCN, qui permet de mieux cerner l'histoire de l'extrême droite, le programme du FN... Nous voudrions expérimenter dans les prochains mois une formation plus longue. Il nous faut aussi, par les outils de communication modernes, être plus offensifs et contrarier la dynamique idéologique de l'extrême droite sur les réseaux sociaux. Nous pouvons pour cela nous appuyer sur des documents existants, comme le livre de Vincent Edin, *En finir avec les idées fausses*

propagées par l'extrême droite, qui réfute soixante-dix-huit clichés propagés par l'extrême droite. Mais il nous semble qu'il y a urgence à faire mieux et davantage : à diffuser plus largement nos argumentaires, au-delà des seuls responsables syndicaux, à avoir dans toutes les organisations de la CGT des référents de la campagne contre l'extrême droite. D'autant qu'il serait utile pour les fédérations, par exemple, de décliner l'analyse des diverses interventions ou propositions programmatiques de l'extrême droite à partir de leurs champs propres : industrie, santé, culture... Et puis, ces questions méritent d'être traitées dans les syndicats, au plus près des salariés, et avec eux.

Quelles sont les prochaines échéances ?

Nous avons l'intention évidemment de poursuivre notre campagne unitaire, avec une série de nouvelles initiatives : dans le Pas-de-Calais (près d'Hénin-Beaumont) fin février, puis à Marseille ou dans le Var... Plusieurs régions ou départements, comme l'Île-et-Vilaine, ont prévu des actions unitaires sous des formes diverses et de nouveaux observatoires régionaux des pratiques de l'extrême droite se mettent en place. Pour nous, il s'agit aussi d'amplifier la campagne au sein de la CGT, afin que chacune de nos organisations déploie une activité sur le sujet. Plusieurs initiatives sont d'ores et déjà prévues en Isère, Picardie, Vienne, Pyrénées-Atlantiques... Mais il nous faut aller plus loin. Des collectifs départementaux de lutte contre l'extrême droite doivent aussi se mettre en place dans les unions départementales, à l'instar des collectifs Femmes et mixité. Amplifier la formation nous paraît aussi indispensable, non seulement avec des modules plus longs, mais aussi en ayant davantage de journées de formation, comme en Saône-et-Loire prochainement et, pourquoi pas, à l'échelle des unions locales. Dès février, des fiches thématiques seront mises régulièrement à la disposition des syndicats, que nous invitons – de même que tous les militants et les militantes –, à rappeler systématiquement dans les luttes, dans les manifestations, lors de chaque action, les dangers que recèle l'extrême droite pour les salariés, pour les citoyens, pour la société...

Entretien réalisé par Isabelle Avran